

Cote du document:	EB 2009/98/R.49
Point de l'ordre du jour:	18 d)
Date:	4 novembre 2009
Distribution:	Publique
Original:	Anglais

F



Ouvrer pour que les
populations rurales pauvres
se libèrent de la pauvreté

Rapport du Président sur une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à Africare pour le

Projet d'appui aux petites exploitations agricoles au Zimbabwe

Conseil d'administration — Quatre-vingt-dix-huitième session
Rome, 15-17 décembre 2009

Pour: **Approbation**

Note aux Administrateurs

Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour approbation.

Afin que le temps imparti aux réunions du Conseil soit utilisé au mieux, les Administrateurs qui auraient des questions techniques à poser au sujet du présent document sont invités à se mettre en rapport, avant la session, avec la responsable du FIDA ci-après:

Esther Kasalu-Coffin

Chargée de programme de pays
téléphone: +39 06 5459 2331
courriel: e.kasalu-coffin@ifad.org

Les demandes concernant la transmission des documents de la présente session doivent être adressées à:

Deirdre McGrenra

Fonctionnaire responsable des organes directeurs
téléphone: +39 06 5459 2374
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Recommandation pour approbation	ii
Première partie – Introduction	1
Deuxième partie – Recommandation	2
Annexe	3
Projet d'appui aux petites exploitations agricole	
Appendice	1
Results-based logical framework (cadre logique axé sur les résultats)	

Recommandation pour approbation

Le Conseil d'administration est invité à approuver la recommandation relative à la proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à Africare pour le projet d'appui aux petites exploitations agricoles au Zimbabwe, telle qu'elle figure au paragraphe 7.

Rapport du Président sur une proposition de don au titre du guichet-pays spécifique à Africare pour le projet d'appui aux petites exploitations agricoles au Zimbabwe

J'ai l'honneur de présenter le rapport et la recommandation ci-après concernant une proposition de don à Africare au titre du guichet-pays spécifique d'un montant de 500 000 USD.

Première partie – Introduction

1. Dans le présent rapport, il est recommandé au FIDA de soutenir le projet d'appui aux petites exploitations agricoles que l'ONG Africare s'est engagée à réaliser au Zimbabwe.
2. Le document relatif au don soumis au Conseil d'administration pour approbation figure en annexe au présent rapport: projet d'appui aux petites exploitations agricoles.
3. Les objectifs et la teneur du projet considéré sont conformes à l'évolution des objectifs stratégiques du FIDA ainsi qu'aux principes et critères régissant son programme de dons.
4. Les objectifs stratégiques primordiaux qui guident la politique du FIDA en matière de financement sous forme de dons, approuvée par le Conseil d'administration en décembre 2003, sont les suivants:
 - a) promouvoir des travaux de recherche utiles aux pauvres sur les approches novatrices et les options technologiques en vue de renforcer l'impact sur le terrain; et/ou
 - b) renforcer les capacités des institutions partenaires à agir en faveur des pauvres, y compris celles des organisations à assise communautaire et des ONG.
5. Découlant de ces objectifs et de ceux du Cadre stratégique du FIDA 2007-2010, les buts spécifiques de l'appui apporté par le FIDA sous forme de dons concernent:
 - a) les groupes cibles du Fonds et les stratégies de sécurité alimentaire des ménages, plus particulièrement dans les régions reculées et les zones agroécologiques marginalisées; b) les technologies fondées sur les systèmes locaux de savoirs traditionnels autochtones, adaptées aux sexes et de nature à renforcer et à diversifier le potentiel productif des systèmes agricoles pauvres en ressources en améliorant la productivité en exploitation et hors exploitation et en s'attaquant aux entraves à la production; c) l'accès aux avoirs productifs (terre et eau, services financiers diversifiés en milieu rural, main-d'œuvre et technologie); d) la gestion durable et productive des ressources naturelles, qu'il s'agisse de leur utilisation ou de leur conservation; e) les mesures propres, tant au niveau local que national, à inciter les ruraux pauvres à accroître leur productivité et à réduire ainsi leur dépendance à l'égard des transferts; f) l'accès des producteurs primaires pauvres qui s'investissent dans de petites et moyennes entreprises et des chaînes de valeur rémunératrices à des marchés transparents et compétitifs d'intrants et de produits au service de ces producteurs; et g) un cadre institutionnel au sein duquel les institutions formelles et informelles, publiques et privées, locales et nationales peuvent dispenser des services aux populations économiquement vulnérables, en fonction de leur avantage comparatif. Dans ce cadre, le financement octroyé par le FIDA sous forme de dons vient en appui à des approches axées sur les filières-produits dans un souci d'autociblage par les ruraux pauvres. Enfin, le programme de dons du FIDA encourage la création et la consolidation de réseaux destinés à la collecte et à la diffusion de savoirs utiles aux pauvres qui, à leur tour, aideront le

Fonds à forger des liens stratégiques durables avec ses partenaires du développement et à démultiplier les effets de ses programmes de recherche et de renforcement des capacités financés au moyen de dons.

6. Le don proposé dans le présent document s'inscrit dans le cadre des objectifs stratégiques cités plus haut dans la mesure où il développe les capacités des institutions locales en matière d'amélioration des moyens de subsistance privilégiant l'initiative des communautés et en ce qu'il met au point les modalités opérationnelles qui peuvent être appliquées à plus grande échelle dans le cadre d'un programme d'investissements plus vaste.

Deuxième partie – Recommandation

7. Je recommande que le Conseil d'administration approuve le don proposé en adoptant la résolution suivante:

DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet d'appui aux petites exploitations agricoles, accordera un don ne dépassant pas cinq cent mille dollars des États-Unis (500 000 USD) à Africare à l'appui d'un projet de deux ans. Ce don sera régi par toutes autres modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport.

Le Président
Kanayo F. Nwanze

Projet d'appui aux petites exploitations agricoles

I. Généralités

1. L'accord politique global conclu en septembre 2008 suivi de la formation du Gouvernement d'unité nationale a permis au FIDA d'envisager le rétablissement du soutien en faveur de la réduction de la pauvreté rurale au Zimbabwe. Les opérations de prêt au Zimbabwe sont suspendues depuis 2003 en raison d'arriérés enregistrés au titre du service des prêts. L'appui sous forme de dons apporté par le FIDA pourrait toutefois servir à lutter contre l'extrême pauvreté et les pénuries alimentaires graves attribuables à la longue période de crise. Il est proposé que le FIDA accorde un don d'un montant de 500 000 USD à l'appui d'une initiative de deux ans, qui servira aussi de tremplin à un programme de grande envergure à l'appui des petits exploitants agricoles.
2. La formation du Gouvernement d'unité nationale a marqué la fin de l'isolement international du Zimbabwe et a donné lieu à des engagements en faveur des réformes économiques et sociales dont on ne peut que se féliciter. Toutefois, d'énormes difficultés subsistent. En 2008, l'économie a accusé un repli d'environ 14%, qui est venu s'ajouter à une contraction de 40% enregistrée entre 2000 et 2007. Cette évolution s'est accompagnée d'une hyperinflation¹, de taux d'intérêt négatifs, d'une explosion de la dette², d'une quasi-disparition des devises et des denrées de base, de pénuries alimentaires généralisées³ et d'un effondrement du service public. En 2008, la hausse des prix des produits alimentaires et des combustibles ainsi que l'accroissement de l'aide humanitaire (490 millions d'USD) et des subventions en capital (80 millions d'USD) ont entraîné une augmentation notable des importations. La majorité de la population correspond au critère établi dans les Objectifs du Millénaire pour le développement pour définir l'extrême pauvreté, y compris les agents du secteur public qualifiés qui jouent un rôle essentiel. Selon la définition du FIDA, le Zimbabwe reste un État fragile.
3. Avant le programme de redistribution des terres de 2000, le secteur agricole était scindé entre une agriculture commerciale et une agriculture communale traditionnelle. Les petits exploitants ont retiré certains avantages du secteur commercial étant donné que la chaîne d'approvisionnement intrant/extrant au service de la production commerciale soutenait également la production communale. Sous l'effet de l'effondrement des services agricoles et du repli économique, la productivité de l'agriculture communale est tombée à un tiers de son niveau d'avant 2000.

II. Justification et pertinence pour le FIDA

4. Tous les indicateurs du bien-être humain ont régressé au cours de la longue période de crise politique et économique au Zimbabwe. Malgré tout, un certain nombre d'éléments plaident en faveur d'une intervention rapide du FIDA pour remédier à ces difficultés: i) l'existence d'un programme multidonateurs bien coordonné pour continuer à travailler avec les ONG; ii) l'excellente capacité de nombreuses ONG à soutenir le développement rural et agricole en partenariat avec les institutions des collectivités locales; iii) les résultats obtenus par le FIDA en 26 ans d'intervention au Zimbabwe, grâce à l'emploi de technologies appropriées d'un coût abordable, qui sont immédiatement disponibles en vue d'un redéploiement; iv) la volonté du gouvernement de collaborer à un programme mis en œuvre par le biais d'ONG en préalable au réengagement total; v) le succès des interventions en faveur du

¹ En septembre 2008, l'inflation a culminé à environ 500 milliards de % (10⁹). Depuis lors, la monnaie locale a été remplacée par le dollar des États-Unis et le rand sud-africain, une mesure qui a stoppé la flambée des prix.

² Fin 2008, les réserves internationales s'élevaient à 6,0 millions d'USD, tandis que la dette extérieure était estimée à 6,0 milliards d'USD (189% du PIB), dont les arriérés représentaient 3,8 milliards d'USD (120% du PIB).

³ La pauvreté et le chômage ont atteint des niveaux catastrophiques: 70% de la population a besoin d'une aide alimentaire, et une épidémie de choléra a fait plus de 4 000 morts en 2008-2009.

développement agricole sur les terres communales menées dans le cadre du programme d'interventions prolongées de secours du Ministère du développement international du Royaume-Uni, mis en œuvre par le biais d'ONG; et vi) la possibilité de créer un partenariat avec le programme d'interventions prolongées de secours, qui apportera des ressources supplémentaires à l'initiative. Tous ces éléments offrent une possibilité de rétablir la capacité de production et l'autosuffisance des ménages ruraux.

5. Un don à l'appui des ménages ruraux touchés par la crise cadre parfaitement avec le mandat du FIDA. Il est également conforme aux objectifs stratégiques de la politique du FIDA en matière de dons consistant à: i) promouvoir des activités de recherche utiles aux pauvres concernant des approches innovantes et des options technologiques visant à renforcer l'impact sur le terrain; et ii) renforcer les capacités des institutions partenaires à agir en faveur des pauvres, telles que les organisations à assise communautaire et les ONG.
6. D'autres donateurs ont reconnu ces besoins et continuent d'apporter leur soutien, malgré les arriérés dus à certains d'entre eux. En outre, les donateurs bilatéraux ont continué à appuyer les activités de développement, intégrées dans les programmes de secours, pendant toute la durée de la crise. Dans ce contexte, un don du FIDA à l'appui d'un projet mené au Zimbabwe serait une solution idéale pour préparer le terrain avant de mettre en place un programme de pays à part entière.

III. Le projet proposé

7. Le présent projet a pour finalité de contribuer à assurer durablement la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance des ménages vulnérables des terres communales, et de réduire la pauvreté rurale.
8. Les composantes de ce projet biennal sont au nombre de deux:
 - Composante 1: soutien à la production des petits exploitants
 - Composante 2: gestion et coordination du projet

IV. Résultats et avantages escomptés

9. Les petits exploitants de certains cantons du district de Zvishavane retrouveront et augmenteront leur capacité de production. En conséquence, la production et la productivité agricole s'en verront renforcées et plus durables, contribuant à améliorer la sécurité alimentaire des ménages, les revenus des petits exploitants, leurs moyens de subsistance et leur capacité de résistance ainsi que les perspectives d'emploi dans le secteur agricole. L'intervention permettra en outre d'améliorer les résultats et la coordination des institutions rurales dans le district de Zvishavane et de renforcer ainsi les bienfaits des activités de développement de l'agriculture et de l'élevage des petits exploitants.

V. Modalités d'exécution

10. Le projet d'appui aux petites exploitations agricoles sera mis en œuvre par Africare, une ONG qui peut se prévaloir d'un solide bilan en tant que partenaire du FIDA au Zimbabwe. Le projet est conçu pour mettre en place toute une série de partenariats visant à compenser les capacités généralement réduites des institutions, surtout au niveau des collectivités locales.
11. Le projet sera mis en œuvre dans le district de Zvishavane et, de ce fait, la plupart des fonctions de gestion et de coordination seront exercées au niveau du district. Toutes les activités à mettre en œuvre dans le district ciblé et les cantons retenus seront menées par Africare, en collaboration avec les institutions publiques locales et nationales compétentes, les organisations communautaires, les organisations de la société civile et les groupements d'agriculteurs. Des dispositions ont également

été prises en vue d'installer au siège d'Africare, à Harare, une unité de gestion du projet, composée d'un coordonnateur, d'un comptable et d'un responsable du suivi et de l'évaluation à temps partiel. Un financement sera fourni pour couvrir les frais de fonctionnement du bureau, y compris les communications, les publications et les déplacements pour que le coordonnateur du projet puisse se rendre dans le district au moins une fois par trimestre. Un financement sera par ailleurs fourni pour organiser les réunions trimestrielles d'un comité local de pilotage qui aura le statut de sous-comité du conseil de district rural.

VI. Coûts et financement indicatifs du programme

12. Au cours des deux années d'exécution, le total des investissements et des dépenses récurrentes, y compris les imprévus, est estimé à 543 000 USD. Le projet est financé par un don du FIDA d'un montant de 500 000 USD; une contribution locale de 43 000 USD couvrira les droits et taxes, et une contribution en nature est prévue pour les frais des agents de vulgarisation. La composante 1 correspond à environ 90% du total des coûts de base, la composante 2 représentant le solde.

Récapitulatif du budget et du plan de financement

(en milliers de dollars des États-Unis)

<i>Nombre</i>	<i>Catégories de dépenses</i>	<i>FIDA</i>	<i>Cofinancement^a</i>
1	Ressources humaines (y compris sous-traitance)	19	-
2	Services professionnels	57	-
3	Véhicules, équipement et matériel	107	22
4	Coûts opérationnels	89	15
5	Formation/renforcement des capacités	178	2
	Fonds non alloués	50	4
	Total	500	43

^a Hors contributions en nature pour les agents de vulgarisation.

Results-based logical framework

	Objectives-hierarchy	Objectively verifiable indicators	Means of verification	Assumptions
Goal	Contribute to achievement of sustainable household food security and livelihoods of vulnerable communal households and to reduction of rural poverty.	<ul style="list-style-type: none"> • 90 to 50 per cent reduction in number of rural households below the poverty line. • Increased household asset ownership of at least 30 per cent of targeted households. • 40 per cent reduction in the prevalence of child malnutrition. 	<ul style="list-style-type: none"> • MDG Progress and Monitoring Reports. • Crop and Food Supply Assessment Mission reports. • Zimbabwe Vulnerability Committee reports. • Zimbabwe Demographic and Health Survey. 	
Objectives	Build the capacity of local-level institutions in community-driven livelihood improvement, and develop operational modalities which can be up-scaled under a larger programme in support of smallholder farmers.	<p>Measures of institutional capacity in Zvishavane at District level and below including:</p> <ul style="list-style-type: none"> • 10 to 75 per cent increase satisfaction in rural service providers' response to farmers' needs. • Improved rural institutions' Village Development Committees (VIDCOs); Ward Development Committees (WADCOs); and Rural District Councils (RDCs) plans and coordination of their respective activities. • 10 to 75 per cent increase in operational capacity of CBOs and producer organisations. • Existence of operational procedures which can be up-scaled. 	<ul style="list-style-type: none"> • Project semi-annual and annual reports. • Farmer satisfaction survey (baseline and final). • Reports of training workshop proceedings. • Harmonised planning documents among rural institutions. • Documented operational procedures. 	<ul style="list-style-type: none"> • Continued political stability, law and order and economic reforms. • Experienced and competent implementing partners able to deliver project interventions. • The enabling environment remains favourable for agricultural recovery and development.
Outputs	Crop production and marketing capacity strengthened.	<ul style="list-style-type: none"> • 15 to 50 per cent increase in the number of farmers trained as Master farmers, of which at least 40 per cent are women. • 600 farmers (at least 50 per cent women) participate in Farmer Field Schools. • 600 farmers (at least 50 per cent women) trained in post-harvest management. • 4 agro-dealers participate in capacity building and form linkages with farmer groups. • 5 to 25 per cent increase in number of farmers linked to markets outside their immediate environment, of which at least 50 per cent women. • 30 tonnes of seed produced in the district, and distributed. • 12,000 bundles (300 vines/bundle) of sweet potato vines produced & distributed. 	<ul style="list-style-type: none"> • Baseline survey. • Project progress reports. • Training reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Sufficient technical capacity of private sector service providers. • Relevant institutions sufficiently engaged in project. • Sufficient availability of quality agricultural inputs on the local market. • Sufficient family labour of targeted households.
	Capacity of Service Providers [<i>Agriculture Technology and Extension Service (AGRITEX), Department of Veterinary Services, community-based service providers</i>] strengthened.	<ul style="list-style-type: none"> • In-service training provided to 30 service providers (at least 40 per cent women). • 10 to 75 per cent increase in satisfaction with services provided by relevant service providers in target wards. • 20 to 100 per cent increase in number of farmers met per month by Service Providers in the project area. 	<ul style="list-style-type: none"> • Training reports. • Farmer satisfaction survey (baseline and final). • WADCOs and VIDCOs Annual development plans. 	<ul style="list-style-type: none"> • Political will and engagement of institutions' central office and management. • Engagements and motivation of decentralised extension staff.
	Coordination capacity of rural institutions strengthened.	<ul style="list-style-type: none"> • 0 to at least 8 WADCOs and 24 VIDCOs producing coordinated Annual Development Plans. • RDC meeting monthly and coordinating planning at different levels. 	<ul style="list-style-type: none"> • Meeting minutes and reports. • Interviews with office-bearers. • Training reports. 	<ul style="list-style-type: none"> • Limited political interference. • Political will and engagement of stakeholders in fulfilling their mandates.
	CBOs and producer organisations strengthened.	<ul style="list-style-type: none"> • At least 3 CBO and producer organisations in each of the 10 Wards active and providing services to members. • 40 to 80 per cent increase in member satisfaction with performance of respective organisations. 	<ul style="list-style-type: none"> • Organisations' reports (plans, meetings, etc.). • Member satisfaction survey (baseline and final). 	<ul style="list-style-type: none"> • Support from organisations' central office in collaborating with decentralised teams.
	Project management and coordination systems operational.	<ul style="list-style-type: none"> • 8 ward Annual Work Plans and Budgets submitted and approved by steering committee. • Evidence of lessons learned from Monitoring & Evaluation (M&E) used in project implementation. • Project reporting systems in place and reports submitted to steering committee on schedule. • Project staff actively participating in regular District level coordination activities. 	<ul style="list-style-type: none"> • Annual Work Plans and Budgets and project progress reports. • Project M&E reports. • Minutes of coordination meetings and documentation on exchange of information. 	<ul style="list-style-type: none"> • Steering committee meets regularly and maintains oversight of project implementation.